

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N°2007- 144 / PRES/PM/MCE/
MFB/MEDEV/MECV portant octroi d'un
permis d'exploitation industrielle de grande
mine d'or à la société « SEMAFO Burkina
Faso S.A » à Mana, dans les provinces des
Balé et du Mouhoun.

LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

Visa F 0117
19-03-07

- VU la Constitution ;
- VU le décret n° 2006- 002/PRES du 05 janvier 2006 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n° 2006- 003/PRES/PM du 06 janvier 2006 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2006-216/PRES/PM du 15 mai 2006 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n° 14/96/ADP du 23 mai 1996 portant réorganisation agraire et foncière ;
- VU la loi 031-2003/AN du 8 mai 2003 portant code minier au Burkina Faso ;
- VU la loi n° 005/97/ADP du 30 janvier 1997 portant code de l'environnement au Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2005-047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005 portant gestion des autorisations et titres miniers;
- VU le règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres;
- VU le décret n°2002-364/PRES/PMMCE du 20 septembre 2002 portant organisation du Ministère des mines, des carrières et de l'énergie ;
- VU la demande de la société « SEMAFO Burkina Faso SA » en date du 25 octobre 2006 ;
- VU l'arrêté n° 058/MCEV/CAB du 03 octobre 2006 portant avis motivé sur la faisabilité environnementale du projet d'exploitation industrielle de grande mine d'or de la société « SEMAFO Burkina Faso SA » ;
- VU le procès-verbal des travaux de la Commission Nationale des Mines réunie le 09 novembre 2006 ;
- Sur rapport du Ministre des mines, des carrières et de l'énergie ;
- Le Conseil des Ministres entendu à sa séance du 22 février 2007 ;

D E C R E T E

ARTICLE 1:

Il est octroyé à la société «SEMAFO Burkina Faso SA» dont l'Etat du Burkina Faso est actionnaire à hauteur de dix pour cent (10 %) non contributifs et non diluables, ayant fait élection de domicile à Ouagadougou, avenue de Wemtenga, rue 29-06 porte 619 BP 390 Ouagadougou 01 Burkina Faso, un permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or à Mana dans les provinces des Balé et du Mouhoun, dans les limites définies à l'article 2 du présent décret.

ARTICLE 2 :

Le périmètre du permis octroyé pour l'exploitation industrielle des gisements d'or de Mana est délimité par des bornes dont les coordonnées UTM (XY) du réseau géodésique officiel du Burkina Faso sont les suivantes :

Bornes	X	Y
A	451951.73 E	1327836.05 N
B	457387.63 E	1327876.33 N
C	457411.75 E	1310966.72 N
D	451957.48 E	1310918.38 N

ARTICLE 3 :

La superficie accordée pour le permis d'exploitation industrielle des gisements d'or de Mana est de 93,5 Km² dans les limites du périmètre défini à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 :

Le présent permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or de Mana est valable pour une durée de vingt (20) ans pour compter de la date de signature du présent décret.

Il est renouvelable par périodes consécutives de cinq (5) ans jusqu'à épuisement des gisements dans les limites de la superficie définie à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Cette première durée de vingt (20) ans peut cependant être écourtée à la demande de « SEMAFO Burkina Faso SA » ou de l'administration des mines si les réserves s'épuisent avant termes ou si un arrêt de l'exploitation est constaté pendant deux (2) années consécutives.

ARTICLE 6 :

La Société « SEMAFO Burkina Faso SA » est tenue d'adresser au Ministre chargé des Mines :

- un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire : ce rapport indiquera en particulier les quantités d'or expédié, les analyses finales, les coûts d'expédition et les recettes;
- un rapport d'activités au terme de l'année civile.

ARTICLE 7:

Ces différents rapports sont établis conformément aux dispositions réglementaires du code minier.

ARTICLE 8 :

La Société « SEMAFO Burkina Faso SA » a l'obligation d'exploiter le gisement objet du présent décret dans les règles de l'art et s'engage à réhabiliter les sites avant leur abandon conformément à la réglementation minière et au plan de gestion de l'environnement.

ARTICLE 9 :

La société « SEMAFO Burkina Faso SA » bénéficie dans le cadre de l'exploitation industrielle des gisements d'or de Mana, des avantages du code minier, notamment pour l'importation des équipements, intrants, et consommables dont la liste est jointe au présent décret.

ARTICLE 10:

Les infractions au code minier et au code de l'environnement ainsi qu'à leurs textes d'application sont passibles de sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires sans préjudice du retrait du permis d'exploitation minière industrielle.

ARTICLE 11 :

Le permis d'exploitation minière industrielle peut faire l'objet de retrait si la société « SEMAFO Burkina Faso SA » n'observe pas les règles de l'art, d'hygiène et de sécurité au travail et toutes autres dispositions légales et réglementaires de la Réorganisation Agraire et Foncière, du Code Minier, du Code de l'Environnement et du Code de travail.

ARTICLE 12 :

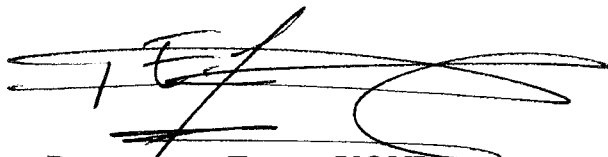
La société « SEMAFO Burkina Faso SA » ainsi que ses sous-traitants munis de contrats de services, bénéficient dans le cadre de d'exploitation minière industrielle de grande Mine des gisements de Mana, des avantages douaniers et fiscaux tels que prévus par le code minier et les textes réglementaires en la matière.

ARTICLE 13 :

Le Ministre des mines, des carrières et de l'énergie, le Ministre des finances et du budget, le Ministre de l'économie et du développement et le Ministre de l'environnement et du cadre de vie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 20 mars 2007

Le Premier Ministre



Paramanga Ernest YONLI

Le Ministre des finances
et du budget



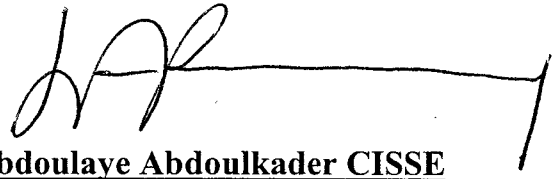
Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE

Le Ministre de l'économie
et du développement



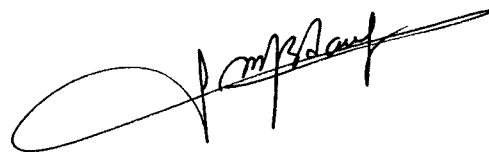
Seydou BOUDA

Le Ministre des mines, des carrières
et de l'énergie

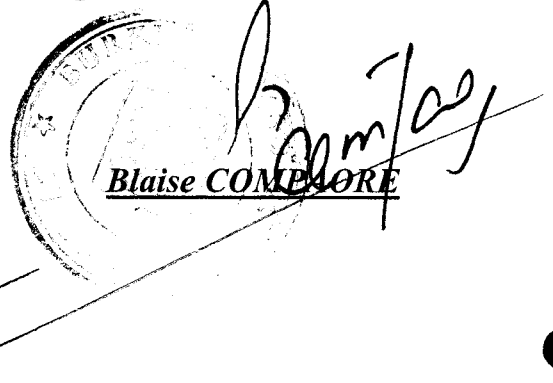


Abdoulaye Abdoukader CISSE

Le Ministre de l'environnement
et du cadre de vie



Laurent SEDEGO



Blaise COMPAORE